

## Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité

Olivier Orain et Marie-Claire Robic

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/4481>

DOI : [10.4000/histoire-cnrs.4481](https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.4481)

ISSN : 1955-2408

**Éditeur**

CNRS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 3 octobre 2007

ISBN : 978-2-271-06559-9

ISSN : 1298-9800

**Référence électronique**

Olivier Orain et Marie-Claire Robic, « Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 18 | 2007, mis en ligne le 03 octobre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/4481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.4481>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité

Olivier Orain et Marie-Claire Robic

---



**La revue pour l'histoire du CNRS.** Vous avez été actrice des grandes expériences interdisciplinaires qui ont concerné les sciences sociales et la géographie depuis les années 1960. Le CNRS en a été le creuset. Par quel(s) chemins êtes-vous arrivée dans cette institution ?

- 1 **Nicole Mathieu.** Je suis entrée à l'École normale supérieure de Sèvres, avec une certaine indécision par rapport à la discipline qui organiserait définitivement ma recherche. J'aurais pu aller vers la philosophie mais j'ai choisi l'histoire, parce que c'était la discipline qui me convenait le mieux : elle vous fait entrer dans le social, le politique, et vous fait prendre conscience de la période dans laquelle vous vivez. Mais je ne savais rien de la géographie, qui n'entrait pas dans le cursus d'une sévrienne et que j'ai dû « subir » pour obtenir la licence et l'agrégation d'histoire. C'est à l'époque où je faisais ma maîtrise avec Ernest Labrousse <sup>1</sup> que j'ai rencontré Pierre Coutin, qui avait créé le Centre d'études économiques à Sciences Po. Après deux ans d'enseignement au lycée, j'y ai été embauchée sur contrat parce que j'étais normalienne et que je savais écrire. C'est là que j'ai rencontré Jean-Claude Bontron, Françoise Bourquelot. On nous faisait lire Marc Bloch, Frédéric Le Play. On travaillait avec des agronomes, des

sociologues, comme Placide Rambaud, des mathématiciens... Pierre Coutin était considéré comme un des pionniers des études rurales, opposé à Henri Mendras, mais proche de Isac Chiva. Dans ce milieu, la recherche se faisait en mobilisant tous les lieux de la connaissance et les disciplines. J'ai fait une thèse de troisième cycle sur Plozévet, sous la direction de Pierre Coutin, dans le fameux programme pluridisciplinaire financé par la DGRST, qui faisait l'hypothèse que l'on pouvait trouver réponse à toute question en associant plusieurs disciplines dans l'étude du microcosme d'une commune. Il a envoyé son bataillon de gens formés, notamment des historiennes, Anne Zink et moi-même. Très vite, bien que très jeune, je me suis sentie responsable du dialogue entre l'équipe des historiens, pilotée par Robert Mandrou, et les autres disciplines : l'ethnologie, la démographie, la sociologie (il y avait Edgar Morin)... Plozévet a été une triple expérience : un travail d'histoire, une pratique précoce de la pluridisciplinarité, une reconnaissance par la géographie. Philippe Pinchemel faisait en effet partie de mon jury et c'est lui qui, en relevant la minutie de ma description des chemins, des fortunes, du destin des communaux... m'a ouvert l'horizon de la géographie. À la sortie, Mandrou et Labrousse me voyaient entrer au CNRS dans la section d'histoire, Pinchemel me proposa celle de géographie. C'était l'été 1966. Finalement, j'ai pris le risque... et me voilà « embarquée » par mon entrée au CNRS en géographie. Par Pierre Coutin, j'avais compris que cette discipline mettait en scène plusieurs connaissances et les inscrivait dans le temps présent, voire dans le futur. Elle permettait de faire une recherche socialement impliquée. La géographie me permettait d'aller vers cette pluridisciplinarité qui était très indécise à l'époque.

- 2 **La revue...** Pourquoi la géographie donnait-elle cette impression ?
- 3 **N.M.** Je n'avais pas vraiment de preuves... Les personnes que j'admirais étaient Pierre Birot, Pierre George, mais aussi des gens comme Max Sorre, Pierre Deffontaines, Albert Demangeon. J'ai toujours vu la géographie comme une discipline et en même temps une façon de parler des lieux du point de vue des gens ordinaires, de la société réelle. J'avais un penchant pour une géographie, peut-être rêvée, mais avec cette capacité à voir un phénomène en interface, comme ayant plusieurs dimensions : le temps, l'espace, le social, etc.
- 4 **La revue...** Et l'expertise ?
- 5 **N.M.** Au Centre d'études économiques, j'ai tout de suite été liée aux débuts du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). J'ai fait des conférences à l'Ifocap<sup>2</sup>. Mais la géographie était pour moi une façon de prendre de la distance et pas du tout un biais pour rentrer dans l'expertise. Je voulais une discipline qui me donne des moyens intellectuels pour avoir une position dans le politique, mais pas pour faire de la géographie active.
- 6 **La revue...** Qu'a représenté pour vous l'entrée au CNRS ?
- 7 **N.M.** J'y suis entrée le 1er janvier 1967, à l'époque où il n'y avait que des contractuels. Je n'avais pas de projet de thèse d'État. J'ai été soutenue par Jean Dresch. J'avais un projet sur la dynamique des exploitations agricoles. Le CNRS, c'était pouvoir construire une position théorique très ancrée dans le présent, ce que ne peut se permettre l'historien. C'était aussi la possibilité d'exercer mes capacités intellectuelles dans une perspective critique et en abordant le fait social localisé comme un tout.
- 8 **La revue...** À quel laboratoire étiez-vous rattachée ?

- 9 **N.M.** J'étais au SDCG <sup>3</sup> de Jean Dresch et en même temps à la SEGESA <sup>4</sup>, qui me donnait des moyens financiers pour faire du terrain, et d'en aborder plusieurs à la fois et de manière continue. J'avais besoin aussi de ne pas perdre l'habitude du « contrat » et de mettre une échéance stricte à un travail. Après 1968, je me suis retrouvée au Laboratoire de géographie humaine, dirigé par Michel Rochefort. Au LA, il n'y avait pas d'argent. J'ai multiplié les terrains – ouverts à l'occasion de financements par la SEGESA –, ce qui me permettait d'en comparer plusieurs.
- 10 **La revue...** Le CNRS favorisait-il à l'époque un désenclavement disciplinaire ?
- 11 **N.M.** Ce fut la grosse déception. J'ai compris très vite qu'il me faudrait avoir plusieurs faces. Jusque dans les années 1980, on n'a cessé de me demander de faire mes preuves de géographe, dans une conception très éloignée de celle que j'imaginai. Grâce à des expériences comme une enquête collective sur la sécheresse à Luzy (1976) <sup>5</sup>, à des microcosmes, à des volontés non programmées, on a construit des choses de notre propre initiative, mais c'était de haute lutte. Je devais montrer que j'avais, que je publiais. Mais je ne pouvais rester sur un seul axe de travail, il me fallait articuler plusieurs choses : la dynamique des exploitations agricoles et la relation ville/campagne <sup>6</sup> et d'autres éléments encore (les questions de pauvreté, par exemple). C'est tout juste si je n'ai pas été renvoyée du CNRS ! Je suis quand même restée « attachée de recherche » huit ans ! J'avais des publications. On aurait pu penser que le CNRS devait favoriser des approches complexes et un fonctionnement collectif, mais on me reprochait de me disperser.
- 12 **La revue...** N'y avait-il pas en géographie une incompréhension à l'égard d'une recherche non standard ?
- 13 **N.M.** Dans notre section, il n'y avait pas de volonté d'encourager ce genre de choses. Au tout début, il n'y avait pas vraiment d'ouverture au collectif et à l'interdisciplinaire. C'était quand même mieux que dans le modèle universitaire de l'histoire, avec la pression de la thèse d'État, de la chaire, du travail strictement individuel. Mais ce n'était pas aisé, on n'en était pas à faire comme dans les laboratoires des sciences dites « dures ». Ensuite, après 1981 et les États généraux de la recherche, il y a eu une période plus faste, une espèce de sursaut. Il y a eu une reconfiguration des sections, des dynamiques interdisciplinaires dans les sciences sociales. Et on a esquissé des choses nouvelles, avec des disciplines qui n'étaient pas de proximité, sur ces questions d'environnement.
- 14 **La revue...** Qu'entendez-vous par discipline de proximité ?
- 15 **N.M.** L'origine plurielle de ma formation initiale et mon expérience à Plozevet m'ont fait comprendre qu'on ne pouvait regarder le réel sans écouter le point de vue des autres. Plozevet a été une matrice de l'interdisciplinarité de proximité, dans la convivialité entre historiens et sociologues par exemple, le respect de la pensée des autres, même si ce n'était pas à proprement parler des pratiques collectives. J'ai compris alors que la construction d'un résultat de recherche d'ensemble passait par le dialogue, l'écoute des autres, la controverse, le débat. Et aussi j'ai appris l'importance à accorder à la monographie locale, non pas en tant que singularité, mais parce qu'elle permet cette mise en situation où l'on peut croiser des résultats. Donc j'ai déployé cette première façon de faire de l'interdisciplinarité, avec des sociologues, des économistes, des anthropologues, au sein de l'Association des ruralistes français et par nos recherches à la SEGESA sur les zones de faible densité <sup>7</sup>. Ma relation avec la SEGESA,

c'était aussi une façon d'avoir une relation avec le privé, avec la société civile. Le plein épanouissement n'est possible que si la recherche se laisse déstabiliser par la différence de point de vue que l'on peut avoir dans des études appliquées — directement ou au contact des acteurs collectifs, voire publics —, tout en ayant la distance critique qu'apporte le CNRS. Dans cette période, j'ai travaillé deux axes, celui de l'exploitation agricole et celui du développement local. Certaines retombées étaient proches d'une certaine géographie de l'époque, par exemple les types d'espaces ruraux<sup>8</sup>, les types d'espaces de faible densité, les relations rural/urbain. D'autres étaient plutôt interdisciplinaires (le concept de société locale, la question de l'identité collective construite par le lieu, etc.). Mais une des grandes frustrations de Plozévet avait été l'absence de relation avec des disciplines, pourtant présentes, comme l'anthropologie médicale, la médecine. Il n'y avait eu aucune relation, alors que la question de l'origine de la coxalgie était le point de départ, et aurait dû mobiliser les disciplines de la filiation, de la migration, aussi. On aurait donc dû articuler démographie, histoire et médecine. Mais il y avait des clivages très forts entre les sciences « nobles » et les sciences humaines, qui étaient considérées secondaires et devant travailler dans leur coin. Deuxième frustration : le rapport des géographes s'est confiné dans une description des caractéristiques physiques de la commune. C'était la discipline de présentation, il n'y avait aucune problématique heuristique.

- 16 **La revue...** Comment les choses ont-elles changé ?
- 17 **N.M.** Il y a une sorte de choc théorique, qui s'amorce avec la création du PIREN<sup>9</sup> et la construction d'un outil de recherche, qui était les observatoires du changement écologique, économique et social. Puis, les États généraux de la recherche (1982-1984) ont joué un rôle considérable. Là, il y a eu tout à coup l'idée de l'élargissement de certaines interactions qui n'avaient jamais pu se déployer. Cela a été rendu possible par l'essor de préoccupations environnementales, dans lesquelles la question du milieu, des ressources, renouvelables ou non, ont fait émerger de nouvelles façons d'envisager le rapport des sciences à leurs objets. Nous sommes alors quelques-uns au CNRS, autour de Marcel Jollivet par exemple, qui y voient l'occasion d'innover, d'occuper une position déplacée, risquée, à condition de travailler beaucoup et de continuer à capitaliser les autres formes de travail qu'on a avancées.
- 18 **La revue...** C'est de là que datent vos travaux sur le causse Méjean ?
- 19 **N.M.** J'ai lu les travaux des chercheurs de l'Inra sur le causse Méjean. Ils en avaient fait une histoire agro-écologique. Ils avaient publié 5 volumes ! Ça a été une révélation. Je me suis prise de passion pour ce terrain. Mais je pensais qu'il leur manquait une approche holiste, systémique. Marcel Jollivet a été nommé responsable de l'observatoire Causse-Cévennes. Ils ont presque tous périclité, sauf celui-ci. En 1980, Françoise Bourquelot et moi-même dirigeons un séminaire hérité de Pierre Coutin sur les « luttes dans l'espace rural ». Avec nos étudiants, nous sommes allées sur le terrain, au Méjean, pour que je puisse comprendre pourquoi j'avais cette passion. Et là je me suis dit : « qu'est-ce que c'est, être géographe ? ». Il y avait eu un énorme orage, des incisions énormes dans le plateau karstique, des monceaux de terre enlevés par l'orage, la réaction des gens, relativement solidaires. Je me suis dit que là je pouvais aller beaucoup plus loin, que cette juxtaposition de façons de penser la relation entre les hommes et les milieux qu'ils habitent était ce que j'avais envie d'explorer.



Retour à Plozévet. Edgar Morin et Nicole Mathieu lors des premières rencontres régionales CNRS « Sciences et Citoyens » les 28-29 septembre 2002 à Plozévet. © Marie-Claude Jahan

- 20 Donc, je suis rentrée dans l'observatoire, côté Méjean. Il y a eu beaucoup d'équipes impliquées, beaucoup de résultats. Sous la houlette de Marcel Jollivet, je m'occupais de la partie Méjean et Tatiana Muxart de la partie Cévennes. Les deux responsables étaient des géographes. Ce n'était pas facile de coordonner, mais ce programme, voulu de façon acharnée par nous, a donné lieu à un gros travail méthodologique. Les sciences de la vie étaient de la partie. Marcel Jollivet a dressé des organigrammes pour définir la tâche de chaque groupe, afin que nous puissions à la fois nous positionner et découvrir les objets et les concepts des autres. L'embroussaillement, par exemple, ne peut pas être traité séparément par ceux qui vont interroger les agriculteurs sur leurs pratiques, et par les biologistes et les écologues d'autre part. Au fond, nous avions la possibilité de faire des choses qu'on n'avait jamais pu faire, et en plus nous avons une certaine légitimité, parce que tous les acteurs principaux étaient du CNRS. Il y avait aussi des gens de l'Inra. Mais en un sens, le CNRS aurait dû être l'institution qui montrait la pertinence organisationnelle d'une programmation collective qui aboutit à des résultats nouveaux, originaux. L'organisation, en 1989, du colloque qui est devenu un livre *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*<sup>10</sup>, la publication de l'ouvrage *Les passeurs de frontière*<sup>11</sup>, la création de la revue *Natures Sciences Sociétés* (dont le plus gros financeur est le CNRS), etc., relevaient de ce courant de travail collectif. Pour faire de l'interdisciplinarité élargie, on voulait contribuer à la construction d'un milieu scientifique nouveau, en donnant dans NSS une tribune à toutes les initiatives, avec l'espoir que des rencontres sur le même support favoriseraient les pratiques interdisciplinaires entre sciences sociales et sciences de la nature. Je regrette qu'il n'y ait aucune publication sur les résultats méthodologiques de l'observatoire Causses-Cévennes, à part l'article de Marcel Jollivet et Jean-Paul Chassany, et celui que nous avons fait avec Marianne Cohen<sup>12</sup>.
- 21 On n'a pas pu théoriser sur l'expérience concrète, sur les obstacles que nous avons rencontrés, qui étaient souvent des problèmes d'articulation entre les disciplines. Le CNRS n'a pas pris en charge la valorisation de ces travaux qui se faisaient entre sciences

de l'homme et sciences de la nature. Il y a eu un manque de volonté. Inversement, dans nos domaines, l'Inra a, depuis, beaucoup concurrencé le CNRS.

- 22 **La revue...** Qu'en avez-vous tiré sur le plan personnel ?
- 23 **N.M.** Pour moi il y a un point de liaison, c'est le rapport homme/nature. Dans les années 1990, après l'observatoire, j'ai fait le va-et-vient entre cette géographie physique que je ne connaissais pas et l'interdisciplinarité telle que je l'ai définie, sans perdre les acquis de mon travail sur le rural, le développement local, etc. J'essaie de naviguer entre une réflexion sur la géographie et son rapport à l'interdisciplinarité et une réflexion sur les relations habitant/nature, au cœur de la relation nature/société. En particulier : quelles sont les cultures de la nature aujourd'hui, dans les différents milieux de vie ? Je sais bien qu'il y a les travaux d'Yves Luginbühl, les travaux d'Augustin Berque, et qu'ils ont essayé de réintroduire en géographie la physique, la naturalité, la matérialité. Mais à l'inverse de ce dernier, je milite pour une vision qui soit capable de distinguer les deux versants, habitant et nature par exemple, tout en construisant des concepts intégrateurs, par exemple ce que j'appelle « mode d'habiter ». J'essaie de revitaliser la démarche géographique intégratrice en accentuant la dimension matérielle du milieu de vie et en enrichissant aussi la notion maigrichonne de « mode de vie », qui ne désigne plus que les modes de consommation. Avec mes doctorants Christophe Soulard, Nathalie Blanc, Wandrille Hucy, Lucile Grésillon, Annabelle Morel-Brochet et bientôt Blandine Brunhes-Glamcewski, je voulais que nous construisions une manière géographique de faire de la recherche. Chacun a travaillé sur une question d'interface : la perception de leur milieu par les agriculteurs, la ville à travers l'animal, la question des odeurs, etc. En faisant cela, nous gardions l'échelle de l'analyse locale, mais en en ajoutant une autre, qui est celle de l'individu, de la personne. Je me suis fait une petite « interdisciplinarité choisie » et j'ai tenté de la faire travailler collectivement. En somme les programmes, au niveau du CNRS, sont incroyablement lourds, mais ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Pour le collectif, la revue *NSS* est très précieuse. Et puis je me suis lancée dans des petites choses qui me font plaisir, et qui étaient inattendues, comme l'étude des blattes en milieu urbain, qui est issue d'une rencontre en colloque avec une biologiste <sup>13</sup>, ou celle de ruralité et asthme, qui a été suscitée par une demande de chercheurs de l'Inserm <sup>14</sup>.
- 24 **La revue...** Selon vous, le CNRS aurait-il pu être un véritable lieu d'interaction entre personnes d'horizons différents ?
- 25 **N.M.** Le modèle universitaire a deux défauts, celui de valoriser l'individu d'excellence, et non pas le collectif, et celui de se contenter de la reconnaissance des individus dans leur discipline. Sous l'idée de collectif, je mets l'idée d'interdisciplinarité et une autre façon de travailler, qui mobilise sur des objets qu'une seule discipline ne peut pas prendre en charge. À partir des années 1990 et des *Passeurs de frontière* <sup>15</sup>, on a dit qu'il fallait faire quelque chose à propos de l'irruption des questions d'environnement et de l'utopie du développement durable, et qu'il fallait reprendre le dialogue entre géographie physique et humaine. Mais c'est resté lettre morte. La géographie renvoie d'un côté à la singularité des situations et de l'autre à la conscience humaine dans ses lieux de vie. On ne peut pas la fragmenter. Il faut à la fois de la biologie, de l'écologie, de la sociologie. C'est une matrice...
- 26 **La revue...** C'est au fond un itinéraire paradoxal... Une non géographe d'origine qui finit par être une géographe presque intégriste ! Mais le CNRS n'a-t-il pas été la seule

institution capable de rompre avec le modèle disciplinaire et individualiste ? Un lieu où l'on jonglait entre la discipline (savoir hérité) et les problèmes (qui se renouvellent) ?

- 27 **N.M.** La commission d'évaluation a toujours donné beaucoup de place au modèle universitaire, tandis que les sciences de l'homme et de la société restaient mineures au sein du CNRS. Le moment très positif, ce sont les programmes interdisciplinaires sur homme et environnement <sup>16</sup>. Le CNRS était pourtant le seul lieu où l'on pouvait mobiliser autour de problèmes les savoirs disciplinaires en construction variable. Quand j'ai donné une conférence à Khartoum sur mon expérience de l'interdisciplinarité dans le cas Méjean, invitée par Véronique de la Brosse, je me suis rendue compte à quel point la valeur heuristique de la recherche française passe par cette institution qui donne une ouverture, une capacité de dialogue, de réflexion sur ce que sont une démarche et une pratique effectives de recherche. Dans les milieux anglophones, tout est monodimensionnel, appliqué, et ne fait intervenir le théorique que de manière réductrice. L'ANR, c'est le modèle anglais. *A posteriori* et malgré quelque insatisfaction, je suis donc fière d'être un chercheur CNRS. Je suis plus fière de cela que de me dire géographe. Cela a finalement été un lieu de recherche collective, avec de la contradiction, des débats, des croisements de points de vue, que nous associons à l'idée de recherche. Je crois avoir été fidèle à cet esprit du CNRS. Bien sûr, je m'en suis fait ma propre idée, mais je sens bien que je la partage avec d'autres. Et puis, contrairement à ce qu'on dit, le CNRS est un endroit où on ne peut pas se planquer. Et où on peut imaginer des façons de travailler qui sont innovantes.

## NOTES

1. Sur la construction des statistiques agricoles par Chaptal et Montalivet.
2. Institut de formation pour les acteurs du monde agricole et rural. Fondé en 1959, l'Ifocap (association loi 1901) est un institut de formation ouvert à l'ensemble des acteurs du monde agricole et rural. Il est agréé par les ministères de l'Agriculture au titre de la promotion collective, du Travail et de l'emploi au titre de la formation professionnelle continue et de l'Intérieur au titre de la formation des élus locaux.
3. Service de documentation et de cartographie géographiques (Paris).
4. Bureau d'études qui a prolongé le Centre d'études économiques de Pierre Coutin et a continué à travailler dans un esprit pluridisciplinaire. Il a été longtemps dirigé par Jean-Claude Bontron, agronome, et interlocuteur de longue date de Nicole Mathieu.
5. Gillette C., Mathieu N., Plet F., Robic M.-C., « Accident climatique et fonctionnement de la société agricole, la sécheresse de 1976 chez les éleveurs d'un canton de la Nièvre », *L'Espace géographique*, 1982, n°2, pp. 111-123.
6. Cf. notamment Mathieu N., « La notion de rural et les rapports ville-campagne en France, des années 50 aux années 80 », *Économie Rurale*, 1990, n°197, pp. 35-41.
7. Voir à ce sujet : Bontron J.-C. et Mathieu N., *La France des faibles densités*, SEGESA, 1977 ; Bontron J.-C. et Mathieu N., « Les espaces de faible densité dans l'espace français », *Cahiers de Fontenay*, juin 1980, pp. 143-165 ; Mathieu N. et Duboscq P., dir. *Voyage en France par les pays de faible densité*, Toulouse, CNRS ÉDITIONS, 1985.



8. Mathieu N., « Questions sur les types d'espaces ruraux en France », *L'Espace géographique*, 1982, n° 2, pp. 95-110.
9. Le Programme de recherche interdisciplinaire sur l'environnement (PIREN) a été créé par le CNRS en 1978. Voir Jollivet M., « Un exemple d'interdisciplinarité au CNRS : le PIREN (1979-1989) », in *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 4, mai 2001.
10. Mathieu N. et Jollivet M., dir. *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, ARF/L'Harmattan, 1989.
11. Jollivet M., dir., *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontière*, CNRS ÉDITIONS, 1992.
12. Jollivet M. et Chassany J-P. « Questions à la modélisation à partir d'une expérience d'observation continue : le cas du Causse Méjan, Programme Environnement, Vie et Sociétés ». In *Tendances nouvelles en modélisation pour l'environnement. Actes des journées. Session A : problèmes de modélisation, conceptualisation, agrégations d'échelles, assimilation de données*, 1996, pp. 77-82, INRA-SAE2-MON, Ia 6338 ; Cohen M., Mathieu N., Alexandre F., *Modelling interactions between biophysical and social systems: the example of dynamics of vegetation in Causse Méjan, France, Cybergéogé*, communication au 10<sup>th</sup> European Colloquium on *Theoretical and Quantitative Geography*, September 6-10, 1997, Rostock, Allemagne.
13. On pourra consulter : Mathieu N., Blanc N., Rivault C., Cloarec A., « Le dialogue interdisciplinaire mis à l'épreuve : réflexions à partir d'une recherche sur les blattes urbaines », *Natures Sciences Sociétés*, V, 1997, n° 1, pp. 18-30.
14. Oryszczyn M.-P. (Coordinateur scientifique), Mathieu N., Hucy W., Kauffmann F., *Ruralité et asthme - Approche interdisciplinaire. Recherche d'indicateurs rétrospectifs de ruralité (4 000 communes françaises) et application à l'étude épidémiologique du rôle protecteur des contacts avec les animaux de ferme dans l'asthme dans l'enquête PAARC (18 000 sujets), 2007*, Rapport final, Action thématique concertée « Environnement et santé », 2003, Villejuif, Inserm U 780, 13 pages + annexes.
15. Cf. *supra*, note 11.
16. Cf. Muxart T., « La programmation des recherches interdisciplinaires en environnement au CNRS. Logique scientifique ou logique de pouvoir ? », *Natures Sciences Sociétés*, XII, 2004, n° 3, pp. 310-315.

## RÉSUMÉS

Nicole Mathieu est directrice de recherche émérite au CNRS. Dans les années 1960, elle a participé à l'expérience de Plozévet. Depuis lors, le travail en interdisciplinarité a été une exigence constante. Dans les années 1980, son dialogue avec les sciences sociales s'est élargi vers les sciences de la nature et la « culture de la nature » des citoyens ordinaires. Après plus de 40 ans passés à défricher de nouveaux terrains de recherche, cet entretien permet d'apprécier la fécondité de son itinéraire.

Nicole Mathieu is an emeritus CNRS researcher. In the 1960s, she had been involved in the 'Plozévet's experience'. Since then, interdisciplinary work became a demand. In the 1980s, dialog with social sciences widened including life science and ordinary citizens 'culture of nature'. Nicole Mathieu is being interviewed.

## AUTEURS

### **OLIVIER ORAIN**

Olivier Orain est chargé de recherche au CNRS, membre de l'UMR 8504, « Géographie-cités », équipe « Épistémologie et histoire de la géographie » (E.H.GO).

### **MARIE-CLAIRE ROBIC**

Marie-Claire Robic est directeur de recherche au CNRS, membre de l'UMR 8504, « Géographie-cités », équipe « Épistémologie et histoire de la géographie » (E.H.GO).